

Texte Partie I

Comment un pb technique peut-il être saisi, ou pas, par les instances politiques ?

Intro

L'exemple des déchets nucléaires montre qu'un problème technique peut émerger plusieurs fois dans la sphère publique, par exemple en faisant la couverture d'un journal, sans que les politiques ne s'en emparent directement. Au contraire, on assiste à un phénomène de **captation** : le problème est rapatrié chez ceux qui sont considérés comme ses détenteurs légitimes.

Partie A : Comment un problème technique est-il rapatrié dans la sphère technique et scientifique

La première étape pour s'assurer qu'un problème reste dans la sphère technique et scientifique est de le formuler en un défi technique : d'identifier les points techniques qui posent problème, les méthodes de résolutions et les acteurs qui possèdent les compétences pour s'en charger. C'est ce qu'on appelle la problématisation technique et cela implique que la solution au problème est également technique. Cela s'est traduit dans le cas du problème des déchets nucléaires, lorsque dans les années 1950 il a été considéré comme un problème de recherche scientifique. Cela incite les industriels à financer la recherche (sans que ça soit très efficace) et ça éloigne le problème de la sphère publique.

Cependant, ce cadrage du problème ne l'empêche pas toujours d'émerger dans d'autres sphères : que ça soit chez des experts d'autres domaines scientifiques, qui n'ont pas les mêmes intérêts que l'industrie atomique ou dans la sphère publique grâce au travail de mobilisation des ONG environnementales. Ces émergences ont lieu autour de controverses et face à ces controverses, ceux qui sont les détenteurs légitimes du problème entre les années 50 et la fin des années 80, c'est-à-dire les agences du nucléaires comme le CEA ou les grands groupes industriels du nucléaires comme la COGEMA, prennent des décisions pour orienter la résolution du problème dans une direction qui le maintient dans leur domaine d'action.

Enfin les politiques peuvent avoir à agir pour que le problème reste dans la sphère technique. C'est ce qui se passe au début des années 80 dans notre exemple : la gauche arrive au pouvoir et paradoxalement elle accepte le fait que la voie est déjà tracée par les industriels vers une solution de référence et elle dépolitise le problème. Mais pour montrer qu'il n'est pas non plus passif, le gouvernement crée la commission Castaing. C'est une commission d'experts pluraliste chargée d'étudier le problème des déchets nucléaires et d'aider les politiques à prendre des décisions plus légitimes. Cette commission va, entre autres, critiquer le retard du CEA sur le sujet et ce dernier va y répondre en créant une institution chargée de la gestion des

déchets nucléaires : l'ANDRA. Cela permet au gouvernement d'afficher que sa politique en matière de déchets nucléaires est concrète et volontariste : c'est ce qu'on appelle la **clarification institutionnelle**. Mais encore une fois, on fait appel au travail d'experts de la communauté scientifique et pas à un savoir faire politique.

Partie B : Cela irréversibilise la situation technique et force une prise en main par les politiques

Depuis sa formulation dans les années 50 et jusqu'à la fin des années 1980, le problème des déchets nucléaires est presque toujours resté dans la sphère technique et scientifique. Ce long processus a permis de construire une solution de référence, en s'orientant peu à peu vers elle après chaque controverse ou parce que le contexte industriel et politique lui était plus favorable qu'à d'autres solutions. Cette solution c'est : l'enfouissement dans des couches géologiques profondes. Mais ce long processus aboutit surtout à une **irréversibilité technique**, c'est-à-dire l'incapacité à changer de route à cause de décisions prises par le passé et de moyens mobilisés, ce qui force alors la trajectoire future. D'ailleurs dans le cas des déchets nucléaires, ce n'est qu'a posteriori que les décisions prises par le passé forment une stratégie cohérente et solide, sur laquelle il est difficile de revenir en arrière.

Sauf que, même si une solution technique est toute trouvée et considérée comme nécessaire, il se peut que le problème global ne soit pas résolu. Et c'est le cas pour les déchets nucléaires. En effet, malgré les derniers efforts de l'ANDRA pour faire passer le stockage géologique du statut de thème de recherche à celui de projet industriel (ce qui d'ailleurs verrouille encore plus la situation) la contestation sociale ne s'est pas arrêtée au sujet de cette solution.

Et en même temps cette contestation là arrive trop tard pour revenir en arrière : la problématisation technique est finie et le stockage géologique n'est plus une voie de recherche parmi d'autres. Du coup, de nombreux experts en sciences humaines et sociales vont s'intéresser à cette contestation pour comprendre comment aboutir à l'**acceptabilité sociale** du problème. **Ces experts vont produire de nombreuses analyses sur la contestation, ce qui va avoir de nombreux effets.** Et l'effet le plus important de l'analyse et des solutions proposées par ces experts, c'est de séparer le problème technique du problème social. Déjà ça renforce encore l'idée que le problème technique est irréversible. Mais ça reformule aussi le problème et le réduit à un problème d'acceptabilité sociale : c'est-à-dire qu'il faut rendre la solution technique de référence acceptable sans en modifier les caractéristiques techniques. D'après les recommandations des experts en sciences humaines et sociales, c'est un savoir-faire politique qui s'impose. Et c'est donc pour cela qu'en 1990, quand les recherches de sites d'enfouissement par l'ANDRA font scandale, les experts scientifiques ne peuvent plus rien faire : le problème a été reformulé hors de leur champ d'action et c'est aux hommes politiques de prendre en main la situation.